ISSN 1662 – 4599

25 février 2008
8e année
Nº 8

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les médias en temps de guerre

par Jörg Becker

Introduction

Dans la perspective de la théorie systémique, du constructivisme et du postmodernisme, les recherches sur la paix sont désespérément démodées. Cependant elles persistent à vouloir chercher des vérités et une éthique et se veulent une science sociale normative. Il en va de même du journalisme quant à sa conception des missions des médias en démocratie. On peut considérer qu'il est mondialement reconnu que les médias ont une importance fondamentale dans l'instauration d'une sphère indispensable à la survie de la démocratie, celle de l'opinion publique et du débat public. Il est également mondialement reconnu que l'activité des médias n'est absolument pas dépourvue de valeurs, qu'il existe même des normes éthiques contraignantes, qu'elles soient d'ordre juridique ou qu'elles reposent sur une base volontaire, normes auxquelles les journalistes doivent se soumettre. La norme juridique et éthique selon laquelle les médias doivent servir la paix et jamais son contraire est plus ancienne qu'on ne croit généralement et plus ou moins universelle.

L'histoire de la naissance de la radio peu après la Première Guerre mondiale est très étroitement liée à une mission internationale de paix. En raison du caractère illimité des ondes électromagnétiques, la radio (comme la télévision) a toujours eu un caractère international et selon la *Convention internationale concernant l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix* signée à Genève en 1936 et toujours en vigueur, la radio doit promouvoir et garantir une diffusion de l'information véridique et orientée vers la paix et la «bonne entente internationale». Dans le cadre du débat international des dernières décennies, ces principes juridiques ont été généralisés à tous les médias dans la *Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre* de l'UNESCO, proclamée en 1978. L'article premier stipule que:

> *«Le renforcement de la paix et de la compréhension internationale, la promotion des droits de l'homme, la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre exigent une circulation libre et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information. Les organes d'information ont à cette fin une contribution primordiale à apporter; cette contribution sera d'autant plus efficace que l'information reflétera les différents aspects du sujet traité.»*

Ce qui est valable pour le droit international l'est également pour le droit national des médias. Dans son étude intitulée «Recht und Moral im Journalismus», le juriste *Udo Branahl* a attiré l'attention sur le fait qu'il existe également un devoir de paix pour les médias allemands:

> *«L'incitation publique à mener une guerre d'agression est punissable. […] Les atteintes à la dignité de groupes particuliers de population, qui se manifestent sous forme d'insultes, d'invectives, d'appels à user de la force ou de mesures arbitraires à l'égard de leurs membres peuvent être punis au titre d'incitation à la violence. S'exposent également à des sanctions ceux qui produisent ou diffusent des présentations qui incitent à la haine raciale ou font l'apologie de la violence à l'égard de personnes, la minimisent ou l'évoquent d'une manière qui porte atteinte à la dignité humaine. (Brahnahl, 1992, p. 227)*

La loi de 1954 régissant le *Westdeutscher Rundfunk* est exemplaire à cet égard:

> *«Le Westdeuscher Rundfunk doit promouvoir l'entente entre les peuples, la paix et la justice sociale, défendre les libertés démocratiques et être soumis à une seule obligation: la vérité.»*

La première chose à retenir est que le devoir des médias en faveur de la paix ne consiste pas seulement en une tolérance passive mais en une attitude politique active. Les médias doivent s'engager d'eux-mêmes activement en faveur de la paix. En matière de paix et d'entente entre les peuples, de justice sociale et de libertés démocratiques, les journalistes ne doivent pas se contenter d'illustrer la réalité

> «Le renforcement de la paix et de la compréhension internationale, la promotion des droits de l'homme, la lutte contre le racisme, l'apartheid et l'incitation à la guerre exigent une circulation libre et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information. Les organes d'information ont à cette fin une contribution primordiale à apporter; cette contribution sera d'autant plus efficace que l'information reflétera les différents aspects du sujet traité.»
>
> *Déclaration de l'UNESCO 1978, Art. 1*

(théorie du miroir), ils doivent choisir des éléments de la réalité, les mettre en forme, présenter des modèles, appeler au changement (théorie du verre grossissant). A vrai dire, le journalisme pour la paix – pour reprendre un concept créé récemment par *Johan Galtung* – n'est pas nouveau. Il correspond depuis longtemps à la conception juridique et éthique du journalisme. La citation suivante nous montre l'ancienneté et le caractère naturel de cette exigence de journalisme de paix. Elle est due à *Karl Bücher,* économiste d'inspiration sociale-démocrate, qui a fondé en 1916 à Leipzig le premier institut de journalisme et qui écrivait au début de la Première Guerre mondiale:

> *«On pourrait croire que la presse, précisément ces temps-ci, devrait avoir une vive conscience de sa mission et être pénétrée du sens de ses responsabilités et que cela devrait lui commander de se tenir au-dessus des parties en conflit, d'être au service de la seule vérité et d'apaiser les passions populaires déchaînées. […] Il y a des journaux qui ont attisé les haines contre nos adversaires, qui les ont dénigrés d'une manière tellement incroyable que nos guerriers qui se battent au front ont sérieusement protesté contre ce ton. Si nos ennemis étaient vraiment ainsi, quel mérite y aurait-il à les abattre?» (Bücher, 1926, pp. 273 et 298)*

Bücher était relativement seul face à une presse allemande qui, depuis 1905, laissait entendre que les structures conflictuelles internationales s'étaient désespérément durcies et que l'Allemagne ne pouvait plus les changer que par la guerre. (cf. Rosenberger, 1998)

Les divergences entre l'exigence d'un journalisme de paix et la réalité des médias, entre le mensonge et la vérité et entre la Première Guerre mondiale et celle du Kosovo sont moins importantes que ne le pensent certains. Les problèmes fondamentaux sont toujours les mêmes. «Les mensonges des responsables politiques ne finissent-ils pas toujours par éclater?» demande *Ulrich Albrecht* en conclusion de son article sur la politique d'information de l'OTAN. Il écrit également:

> *«Une partie de la mission de la très coûteuse politique d'information de l'OTAN est manifestement de produire des écrans de fumée, de cacher la réalité et non pas d'informer.» (Albrecht, 2000, p. 63)*

Jo Angerer et *Mathias Werth* vont dans le même sens:

> *«Des politiciens allemands ont eu recours à des informations erronées et à des mensonges pour légitimer aux yeux de l'opinion publique la participation de la Bundeswehr au bombardement de la Yougoslavie.» (Angerer/Werth, 2001, p. 9)*

Parmi la littérature très complète et instructive qui existe maintenant sur le rôle des médias pendant la guerre du Kosovo, bornons-nous à citer le résumé d'une étude du *Wissenschaftszentrum* de Berlin sur la manière dont la «Frankfurter Allgemeine Zeitung», «Die Welt», la «Frankfurter Rundschau» et la «Tageszeitung» ont parlé de la guerre:

> *«L'analyse du discours sur le Kosovo montre que, non seulement en ce qui concerne la diffusion non contrôlée d'informations provenant de sources militaires mais également les appréciations et les évaluations, on ne peut pas dire que les médias aient suscité un débat sur la légitimité et l'opportunité de l'intervention militaire. Ils se mouvaient à l'intérieur d'un éventail relativement limité d'opinions et reproduisaient ainsi le large consensus parlementaire. Les alternatives à l'hypothèse de l'inévitabilité de l'intervention n'ont pas été formulées avec une ampleur notable. Dans la mesure où les médias se sont concentrés sur les aspects stratégiques de la guerre, ils n'ont pas été en mesure d'évoquer les questions – passées au second plan du débat parlementaire – de la légitimité et des conséquences négatives de l'intervention militaire.» (Eilders, 2000, p. 5)*

Alors pourquoi constatons-nous sans cesse les faits suivants, qui ne sont nullement limités à la question de plus en plus aiguë de la qualité des informations sur la guerre?

J. Becker/M. Beham. Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod, 2006, ISBN 3-83291900-7

> «Le Westdeuscher Rundfunk doit promouvoir l'entente entre les peuples, la paix et la justice sociale, défendre les libertés démocratiques et être soumis à une seule obligation: la vérité.»
>
> *Loi de 1954 régissant le Westdeutscher Rundfunk*

- Les médias reprennent fréquemment les informations fournies par des sources officielles sans esprit critique.
- De nombreux médias mentent.
- Les médias reflètent le consensus parlementaire plutôt que de répondre à leur mission constitutionnelle de «gardiens».
- Ils ont tendance à conserver et à renforcer plutôt que d'être un moteur de changement et d'alternatives sociales.
- Ils construisent une réalité qui leur est propre. Souvent leurs informations n'ont pas grand-chose à voir avec ce qu'on appelle généralement la réalité.
- Ils ont tendance à mélanger opinion et information, politique et divertissement, information et commerce.
- Ils sont, particulièrement dans le domaine des relations internationales, un substitut à l'expérience personnelle.

Karl Bücher avait déjà indiqué pourquoi il en est ainsi:

> *«[Le patron de presse] n'a pas pour but, comme le pensent les gens naïfs, de défendre [dans son journal] des intérêts publics mais de tirer profit de la vente d'espaces publicitaires. Le contenu rédactionnel du journal n'est pour lui qu'un moyen onéreux répondant à cet objectif, et le fait que le monde de la culture supporte encore cette situation est un phénomène très frappant.» (Bücher, 1981, p. 146)*

Suite page 2

Sommaire

La página hispánica — page 3
Les déficits démocratiques de l'Occident — page 5
Pain du partage — page 7
Burkina Faso: Projet architectural — page 8

«Les médias en temps de guerre…»
suite de la page 1

Ce que Karl Bücher décrivait il y a 80 ans déjà a pris entre-temps une ampleur considérable. L'extraordinaire dynamisme de la mondialisation, de la privatisation, de la déréglementation, de la libéralisation, de la commercialisation, du retrait volontaire de l'Etat, l'«horreur économique» *(Viviane Forrester),* la mort larvée de la société civile au sens où l'entendait *Antonio Gramsci,* c'est-à-dire la perte d'importance de la sphère politique, la communauté détériorée par le déclin de la culture politique de solidarité et d'amour du prochain et la montée en puissance des individus hédonistes, bref, le manque de civilisation du capitalisme *(Marion Dönhoff)* – tout cela a complètement transformé en marchandise le bien public qu'était l'information. Ce processus a réduit de plus en plus les espaces de liberté, les contradictions et les conflits qui permettent d'envisager librement l'avenir. Là où la triade télécommunications/technologies de l'information/médias est devenue la locomotive économique mondiale, qui dépasse largement l'industrie automobile et l'industrie chimique en importance économique, en capacité d'innovation et en dynamisme, on voit se réaliser ce que *Theodor W. Adorno* et *Max Horkheimer* avaient analysé: l'industrie culturelle. Quand la concurrence augmente sur le marché de l'opinion publique, quand ce n'est plus l'argument le meilleur qui compte, quand prédominent les ambitions de profit des entreprises de presse axées sur les aspects commerciaux, quand le programme journalistique des rédactions devient le «free lunch» des marchés publicitaires, une opinion publique critique n'est plus possible, ou plutôt on l'empêche systématiquement. A sa place, on crée une fausse opinion publique dans laquelle «les événements, les problèmes et les solutions sont uniquement mis en scène mais pas traités avec sérieux.» (Ludes, 1998, p. 186). A cet égard, la *Commission Weizsäcker* est encore plus sévère dans son rapport sur la télévision: elle constate dans la culture politique allemande un «retour de l'opinion courtisane».

Dans ma leçon d'habilitation sur «la communication et la paix», en janvier 1981, j'abordais essentiellement la question suivante: On ne peut comprendre complètement et adéquatement la manière dont les médias abordent le thème de la guerre que si l'on procède à une analyse systématique des médias dans l'optique de la violence structurelle. Pouvoir discrétionnaire, accès, technologie, utilisation, réception, effets et fonction, toutes ces dimensions de la production, de la diffusion et de l'assimilation médiatiques sont soumises à la violence structurelle au sens où l'entend Johan Galtung dans ses travaux récents, et également à la violence culturelle. Ce fut toujours une erreur intellectuelle, et précisément une erreur des recherches allemandes sur la paix, de centrer l'analyse sur la seule variable contenu. En analysant les clichés de l'ennemi, les préjugés et les stéréotypes, elles ont fait une fixation sur des contenus négatifs, faciles à combattre.

Etat de la recherche

Alors que l'élite critique réfléchissait de manière ciblée mais que la masse de la population était peu consciente des choses, il s'agissait de venir à bout de la pathologie du système, de supprimer les obstacles à l'apprentissage et d'informer. Le fait que l'information elle-même puisse être une tromperie – selon Adorno et Horkheimer – qu'un processus d'explication purement instrumental puisse avoir son prix au plan humain n'a pas influencé les premières recherches sur la paix institutionnalisées à la fin des années 1960 (exception faite de celles de *Klaus Horn).* C'étaient plutôt des spéculations technocratiques et relevant de la théorie systémique sur la fonctionnalité de contenus dépourvus de préjugés, propres à promouvoir la paix et l'entente entre les peuples. Dans ce contexte, on ne cessait de rabâcher une phrase de l'acte constitutif de l'UNESCO: «Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.» «Dans l'esprit des hommes»: voilà le piège dans lequel sont tombées les recherches sur la paix, avec pour conséquences que les analyses des médias ont été reléguées par les politologues dans le champ de la psychologie et de la pédagogie. Il n'était guère question de pouvoir, de domination et de système mais d'apprentissage, d'échanges de jeunes et de culture.

Ces analyses étaient axées sur la variable de communication qu'est le contenu. Or cette approche est contestable pour au moins deux raisons. 1. Toute approche axée sur le contenu repose implicitement ou explicitement sur un modèle simpliste stimulus-réponse de la communication. On peut résumer cette approche naïve de la manière suivante: Il suffit de changer le message pour que la communication fonctionne. 2. Comme les recherches sur la paix et avec elles une grande partie des recherches sur la communication étaient incapables de considérer la variable contenu comme une fonctionnalité de la structure, toutes les analyses de contenu ne pouvaient que rester superficielles. Herméneuticiens, analystes de contenu, linguistes ou analystes du discours, ils partaient tous de l'hypothèse selon laquelle les conditions de production des médias étaient marginales et qu'elles n'influençaient guère le contenu. Or n'avons-nous pas de nombreuses raisons de penser que l'hypothèse opposée correspond à une réalité historiquement de plus en plus évidente? Quand l'économie domine la politique, l'autonomie du contenu se réduit à une catégorie résiduelle.

Et quand la liberté de la presse remplace la liberté d'opinion et que les citoyens lecteurs de journaux deviennent des clients, une cible commerciale, la notion démocratique d'opinion publique ne saurait prospérer.

Un second défaut des recherches passées sur les rapports entre les médias et la guerre provient de la crainte étrange d'analyser la technologie. Tandis que les médias étaient entraînés dans une technologisation de plus en plus rapide et que la médiologie sociologique devenait de plus en plus une science évaluant les effets de la technologie, on se mettait parallèlement à étudier l'histoire, la philosophie et l'éthique de la technologie. A l'inverse, les recherches sur la paix institutionnalisées n'ont guère développé d'intérêt systématique, analytique et continu pour la politique technologique. Demander cela ne signifie aucunement qu'on ouvre la voie à une vision technocratique de la politologie. Il s'agit simplement de prendre en compte le fait que la technologie, coincée entre l'économie et la politique, soit devenue de plus en plus pertinent dans toute analyse sociologique.

Le débat postmoderne pourrait emprunter aux recherches sur la paix l'idée qu'il existe une interdépendance entre la forme et le contenu, la technologie des médias et le message. Certes, le média n'est pas le message, comme le pensait le professeur de littérature et théoricien de la communication canadien *Marshall McLuhan,* mais il en modèle la structure de manière déterminante. C'est l'économiste canadien *Harold A. Innis* qui, avec son ouvrage paru en 1950 et intitulé «Empire and Communication» (Innis, 1972), a attiré l'attention de manière convaincante sur le fait qu'il existait des rapports constants et non fortuits entre la nature des régimes politiques – historiquement divers – et les formes d'expression médiatique dominantes. On peut considérer Innis comme le père de l'idée selon laquelle les médias, en tant que supports matériels de la communication, marquent de leur empreinte l'environnement social des hommes et influencent leur comportement. Les reportages de guerre ont été la plupart du temps accompagnés de l'apparition de nouveaux médias. Ainsi, à partir du XIXe siècle, la télégraphie, le télégramme, les agence de presse et le reportage de guerre s'associent à la nouvelle photographie, au film documentaire et à la radio et l'on se sert abondamment des nouveaux médias au cours de la Première Guerre mondiale. La guerre du Golfe est impensable sans les techniques associées de la télévision, de la vidéo, du téléphone portable et du satellite.

Le fait que les principaux périodiques consacrés aux recherches sur la paix n'aient presque rien publié jusqu'ici sur les rapports entre les médias et la guerre montre à quel point la recherche sur la paix a négligé ce domaine. Mais il en va tout autrement des sciences de la communication. Pendant la guerre du Golfe, *Michael Schmolke,* spécialiste en sciences de la communication, écrivait à ce sujet: «Il n'y a guère de domaine de l'histoire de la communication qui ait été aussi largement étudié que la communication sociale pendant la guerre et particulièrement la couverture de la guerre par la presse.» (Schmolke, 1991, p. 35). C'est sans doute exact. Toutefois, la littérature scientifique sur la question présente les caractéristiques suivantes, qui pointent d'autres erreurs et faiblesses des recherches antérieures.

1. La plus grande partie de cette littérature consiste en monographies exemplaires sur des guerres et des médias particuliers (la plupart du temps, thèses de doctorat isolées).
2. La plupart des travaux sont liés à un événement particulier, c'est-à-dire qu'ils ont été réalisés juste après une guerre particulière. (Ainsi, le nombre des études sur le rôle des médias pendant la première guerre du Golfe parues peu après la fin de cette guerre est considérable.)
3. Si l'on considère l'origine disciplinaire des recherches sur le sujet, on est tout de suite frappé par la quasi absence d'études relevant explicitement des recherches sur la paix. La plupart des études relèvent de l'histoire de l'art, de la théorie et de l'esthétique de la communication, de l'histoire générale et particulière, de la science littéraire, des essais et de la psychologie sociale. On est également frappé par le nombre élevé de recherches anglo-saxonnes ignorées des pays germanophones.
4. Des deux variantes évidentes de la thématique, c'est-à-dire «la manière dont les médias couvrent la guerre» et «les médias au service de la guerre», la première a été abordée plus fréquemment que la seconde, mais la combinaison des deux a rarement été envisagée et c'est à vrai dire encore plus rarement qu'on les a abordées toutes les deux dans le cadre de la violence structurelle dans la production des médias.
5. Certaines études sont dominées par des approches banales relevant de théories du complot, comme le documentaire télévisé de 1997 sur le scientifique du MIT *Noam Chomsky* et intitulé «La fabrique du consensus». En réduisant l'approche structurelle et fonctionnaliste, scientifiquement fondée, à des formules dignes d'une vieille gauche sur le contrôle de la pensée par le gouvernement et le big business, Noam Chomsky se discrédite en tant que scientifique.
6. Dans le cadre de la théorie systémique et du constructivisme, il existe maintenant, dans les sciences de la communication, un domaine spécifique consacré à la communication des crises et des risques (Peters 1991). Le concept de crise utilisé ici reste sociologiquement vide; il n'est pas même distingué des concepts de conflit et de guerre; il désigne uniquement une menace pour le système inattendue. A cela s'opposent des recherches traditionnelles sur la paix qui partent de l'idée que les crises, les conflits et également les guerres doivent être considérés comme des composantes permanentes d'un système mondial instable plutôt que comme des exceptions inattendues. En d'autres termes, quand une théorie systémique part de l'hypothèse de systèmes fermés, elle n'est pas en mesure d'observer des processus sociaux importants. Or ceux-ci se manifestent le long de lignes de cassure, sont souvent latents, se chevauchent, convergent, s'imbriquent, sont en principe instables, fragiles, dynamiques et chaotiques (au sens de la théorie du chaos).

Années	Clients	Activités	Agences de relations publiques
1967	Gouvernement provincial du Biafra	Campagne menée par des leaders d'opinion américains en vue de soutenir l'indépendance du Biafra	Ruder Finn Global Public Affairs (USA)
1968	Gouvernement central nigérian de Lagos	Amélioration de l'image du gouvernement dans la presse européenne face aux sécessionnistes du Biafra	Agence de publicité Galitzine & Partners (Grande-Bretagne)
1985	Rebelles de l'Unita (Angola) emmenés par Jonas Savimbi	Amélioration de l'image de l'Unita dans la presse américaine	Agence de conseil Black & Manafort (USA)
1986	Gouvernement marxiste angolais	Amélioration de l'image du gouvernement dans la presse américaine	Agence Gray & Co (USA)
1990	Gouvernement koweïtien	Elaboration d'une image négative de l'Irak dans la presse	Agence Hill & Knowlton (Grande-Bretagne)
1991 und 1992	Gouvernement croate	Campagne visant des politiciens américains, des membres du gouvernement et des fonctionnaires de l'ONU, conseils aux medias, organisation de voyages de politiciens, soutien d'objectifs militaires croates	Ruder Finn Global Public Affairs (USA)
1991	Gouvernement provincial du Kosovo	Campagne proalbanaise dans les médias internationaux	Ruder Finn Global Public Affairs (USA)
1992	Gouvernement de Bosnie-Herzégovine	Contacts avec les médias, fondation d'un «Bosnia Crisis Communication Center», organisation de conférences de presse, correspondance internationale en faveur du gouvernement, éditoriaux dans le «New York Times»	Ruder Finn Global Public Affairs (USA)
1993	Gouvernement croate	Interventions auprès de médias américains, de politiciens et de scientifiques en faveur de la politique de guerre croate	Ruder Finn Global Public Affairs (USA)
1999	Rudolf Scharping, ministre de la Défense de la RFA	Campagne visant à améliorer son image pendant la guerre du Kosovo	Hunzinger Information AG (RFA)
2001	Gouvernement américain	Campagne de soutien à l'intervention de l'OTAN en Macédoine	Louis Berger Company (USA) et IdeaPlus (Macédoine)
2001	Pentagone	Campagne pour un soutien international des forces musulmanes modérées pendant la guerre en Afghanistan	The Rendon Group (TRG) (USA)

Tableau 1: Activités des agences de relations publiques pendant les guerres, entre 1967 et 2001

Thèmes principaux des recherches futures sur la paix

L'analyse reste, de manière très contestable, superficielle lorsqu'on parle de «société de la communication» (Becker/Göhring) mais il est certain que l'importance économique de la marchandise information a considérablement augmenté aux cours des trois dernières décennies. Les recherches sur la paix institutionnalisées pour la seconde fois en Allemagne seraient bien inspirées de tenir compte de cette évolution aux plans politique, scientifique et programmatique. Au vu de la liste des défauts des recherches passées, nous proposons 5 nouveaux thèmes forts pour les futures recherches scientifiques.

1. Images

Contrairement à la nette distinction traditionnelle entre l'image et le texte considérés comme des médias spécifiques en raison de leurs techniques de fabrication, de leur perception, de leurs structures immanentes et de leurs modes de distribution, les nouvelles techniques numériques rendent possible une association multimédia. Le monde se virtualise de manière quasi hybride sur une nouvelle base. Avec ce changement technologique, la suprématie du texte – vieille de 800 ans – dans le processus cognitif pourrait disparaî-

Suite page 4

La política suiza con respecto al Kosovo: ¿Quo vadis?

por Albert A. Stahel, Instituto de estudios estratégicos, Wädenswil, Suiza

Al comenzar los bombardeos de la OTAN contra la antigua Yugoslavia, en la primavera de 1999, todos los medias en Suiza recalcaron las atrocidades de la armada serbia contra los albaneses del Kosovo. Después de la ocupación del Kosovo por las unidades KFOR el 12 de junio, la maquinaria de información de la OTAN invitó a toda prisa a periodistas occidentales para mostrarles viviendas albanesas destruídas. Nadie mencionó en esa oportunidad, las atrocidades cometidas a los serbios por la UÇK albanesa, en sus comienzos formada por bandidos albaneses. El jefe del Departamento federal para defensa, protección civil y deporte DDPS de aquel entonces, *Adolf Ogi,* denominó incluso a la UÇK como combatiente por la libertad.

En marzo del 2000, una intensiva visita del Kosovo le permitió al autor tener una impresión directa y una opinión precisa sobre la destrucción causada por la UÇK durante la invasión de KFOR. En muchas ciudades y pueblos, los barrios serbios habían sido totalmente destruidos. Una imagen similar presentó un pueblo de montaña serbio arrasado.

En la parte sur de Mitrovica, el ex-comandante de la UÇK *Rahman Rama* había devastado el barrio Roma antes de la llegada de las tropas francesas. 600 fotos documentan la imagen siguiente:[1]

– barrios serbios destruidos en las ciudades Pec, Djakovica y Prizren
– la iglesia ortodoxa de Suva Reka destruida por una explosión
– un pueblo de montaña serbio destruido
– un barrio Roma en Mitrovica borrado del mapa

En aquel entonces los serbios vivían enclavados – excepto en Mitrovica, una ciudad dividida – y debían ser protegidos por las unidades KFOR.

El 17 de marzo de 2004 estallaron disturbios en Kosovo instigados por la violencia de multitudes albanesas – 33 manifestaciones poderosas con 51 000 participantes. Esos disturbios duraron tres días y fueron desencadenados por una noticia falsa, consciente o no, sobre la muerte de dos jóvenes albaneses. El saldo de la destrucción fue el siguiente:

– 19 muertos y 900 heridos
– 70 vehículos de la ONU destrozados
– 550 viviendas, 27 iglesias y 2 monasterios serbios incendiados

En el año 2004, la KFOR, que según la Resolución 1244 de la Onu es responsable de la seguridad y el orden, fracasó totalmente en su misión. Los reponsables de este fracaso fueron dirigentes en los distintos niveles, como la conducción política de algunos estados de la OTAN, el comando de la KFOR y oficiales de todos los grados. Además, el equipamiento y el entrenamiento de los distintos contingentes no eran adecuados para la misión inicial. En detalle, los contingentes de la KFOR que fracasaron totalmente fueron:[2]

– el contingente alemán de la brigada multinacional (MNB) del sur oeste (SW) (los soldados alemanes huyeron frente a los manifestantes),
– el contingente francés de la MNB NE (no se utilizaron los gases lacrimógenos contra los manifestantes y para protejer una iglesia ortodoxa se encomendaron a soldados marroquíes quienes abandonaron el lugar rápidamente),
– el contingente italiano de la MNB SW (algunos oficiales parecen haberse quedado completamente paralizados).

Sólo el contingente americano de la MNB E, en cierta medida, llevó a cabo la misión con la ayuda de su policía militar. Después de los disturbios, la OTAN realizó una investigación. En el informe se le quitó importancia a la cuestión y a los responsables se los lavó de toda culpa.

Las últimas elecciones en Kosovo han llevado a *Hashim Thaçi* y la UÇK al poder. ¿Quién es en realidad ese jefe de la UÇK?. Lo que se sabe es que estudió ciencias políticas en Zurich. Lo que es menos conocido, es que, mientras visitaba los cursos, se interesaba además por la conducción de la guerra de guerrillas y el apoyo estadounidense a los mudjahidin afganos en su guerra contra URSR en 1979–1989. Tampoco es muy conocido que su hermano, quien después de la invasión de la KFOR logró controlar toda la distribución de combustible de la región, pertenecía al *crimen organizado* en Kosovo.

En nuestro país, también es poco conocido que la estructura jerárquica de la UÇK está fundamentada en el sistema de los clanes albaneses y, por lo tanto, controlada por el crimen organizado kosovar. Las relaciones entre las personas están regidas por el Kanun [códigos de leyes dictadas por los califas y sultanes N. del T.]. Las organizaciones criminales kosovares y albanesas tienen la reputación entre los especialistas de ser las más poderosas en Europa. Sus actividades principales son el tráfico de drogas y la trata de seres humanos. Después que en 1999 la KFOR no logró desarmar a la UÇK, las organizaciones criminales kosovares deben estar hoy fuertemente armadas y no sólo con fusiles de caza.

Bajo la influencia de EE.UU., la política exterior suiza (a través de la jefa del Departamento federal de asuntos extranjeros DFAE) intercede a favor de la independencia de Kosovo. Es de esperar que el DFAE tome consciencia de las consecuencias de la independencia. Aparte del hecho que la protección de las minorías en Kosovo no está reglamentada – además de los serbios y romaníes hay otras minorías – hay que contar con una separación de la parte serbia del norte de Mitrovica. Esta parte norte está hoy controlada y dirigida por Belgrado. Allí se encuentran las minas.

Pero también es necesario evocar la importancia geopolítica de Kosovo. Serbia y Kosovo forman parte de la célebre *ruta de los Balcanes.* Por esa ruta transita el tráfico de heroína hacia Europa central y también hacia Suiza. El Danubio, además, es de gran importancia para el transporte de mercaderías procedentes del mar Negro. La UE ha financiado deliberadamente la reparación y viabilidad de los puentes destruídos por la OTAN en 1999. Pero hay otros factores geopolíticos a tener en cuenta. EE.UU. ha construido la base militar *Camp Bondsteel* al sureste del Kosovo. Esta base es la más grande de este tipo en Europa. Una misión de esta base podría ser la protección del gasoducto de la UE *Nabucco,* que deberá atraversar Bulgaria en dirección hacia Austria.

Existen además otros factores geopolíticos. La Federación Rusa no está decidida a sacrificar Serbia, su única aliada restante en el sur de Europa, a la política de poder de EE.UU. y de los europeos. Para Rusia, Serbia tiene un valor estratégico muy alto, ya que a través de este pais puede influenciar el desarrollo político y económico no sólo de los Balcanes, sino de toda Europa del sureste. Un medio de influencia es la comunidad religiosa ortodoxa a la que pertenecen los griegos, los búlgaros, los rumanos y los macedonios. En los Balcanes y también en Kosovo, se hace visible la misma lucha de poder entre EE.UU. y Rusia que reina en el Cáucaso y Asia Central. Se trata sobre todo del control por parte de EE.UU., o de la Federación Rusa, de los gasoductos provenientes del Mar Caspio y Asia central que deben proveer Europa de gas natural.

Con su política respecto al Kosovo, Suiza podría rápidamente quedar presa entre dos frentes. O con *Swisscoy* estacionado en el país, ¿se deberá incluso protejer el crimen organizado en Kosovo? •

(Traducción *Horizons et débats)*

[1] Para simplificar utilizamos las denominaciones serbias.

[2] Tesina presentada en 2007 a la Universidad de Zurich. Los derechos de propiedad intelectual de este documento le pertenecen al Instituto de estudios estratégicos en Wädenswil. No puede ser publicado bajo otra web de Internet que *www.strategische-studien.com,* mencionarlo en un enlace está autorizado. Toda publicación en la prensa escrita necesita la autorización previa del autor. El documento puede ser utilizado sólo en su totalidad o en común acuerdo con el autor.

Monsanto à Babylone

L'agriculture millénaire irakienne détruite par les multinationales agro-alimentaires américaines

par Joëlle Pénochet

C'est au cœur de la Mésopotamie qu'a été inventée l'agriculture – avec un système d'irrigation sophistiqué –, voici plus de dix mille ans. La plaine alluviale exceptionnellement fertile située entre le Tigre et l'Euphrate offre des conditions idéales pour la culture des céréales. C'est là qu'est apparu le blé sauvage dans l'Antiquité. On y faisait pousser presque toutes les variétés connues aujourd'hui dans le monde (plus de 200 000). Les palmiers dattiers, autre ressource vitale du pays, abritaient des plantes potagères très variées.

Les «semences de la démocratie»[1]

Depuis son invasion en 2003, l'Iraq n'a pas été seulement spoliée de sa souveraineté politique, de son patrimoine archéologique, de ses ressources pétrolières, mais aussi de sa souveraineté alimentaire. En violation de la Constitution irakienne et des conventions de la Haye et de Genève, qui stipulent que l'occupant doit respecter la juridiction du pays occupé, l'administrateur provisoire *Paul Bremer* a édicté, avant l'installation d'un gouvernement fantoche par Washington, cent ordonnances scélérates qui ont force de loi. L'ordonnance 81 du 26 avril 2004 a livré le pays en pâture aux nécro-entreprises géantes qui contrôlent le commerce mondial des graines, comme *Monsanto* (le fabriquant de l'agent Orange). Elle conduit à la destruction irréversible de l'agriculture Iraquienne. L'Afghanistan avait subi le même sort en 2002.

Biopiratage dans le jardin d'Eden

Cette circulaire, rédigée de façon très perverse, a institué de fait une obligation pour les fermiers irakiens d'acheter chaque année une licence et des semences transgéniques aux multinationales américaines, alors que la juridiction irakienne interdisait toute privatisation des ressources biologiques.

La règle de «Protection des variétés des plantes» (PVP), au centre de cette loi, ne traite pas de biodiversité, mais de la protection des intérêts commerciaux des transnationales semencières. Pour être qualifiées, les plantes doivent être «nouvelles, distinctes, uniformes et stables», des critères que les plantes irakiennes ne peuvent pas remplir. Ces sociétés étrangères détiennent un droit de propriété intellectuelle qui leur concède pendant vingt ans le monopole sur la production, la reproduction, la vente, l'exportation, l'importation et le stockage de toutes les semences génétiquement modifiées et les variétés de plantes «similaires». Monsanto a fait un hold-up sur les semences de l'Iraq pour les modifier génétiquement et les breveter. Ainsi, les agriculteurs sont maintenant contraints de payer pour pouvoir cultiver des céréales qu'ils semaient depuis des millénaires!

Les fermiers iraquiens rançonnés par les géants semenciers

Cette ordonnance a rendu illégales les traditions antiques de sélection des meilleures semences par les agriculteurs pour les réutiliser d'une année sur l'autre, et d'échanges entre voisins. (Selon la FAO, 97% des fermiers irakiens réutilisaient encore leurs graines, ou les achetaient sur le marché local en 2002). Par croisements, ils avaient créé des variétés hybrides adaptées au dur climat de la région.

Les agriculteurs «coupables» d'avoir semé des graines non achetées, ou dont le champ aurait été contaminé, encourent de fortes amendes, voire des peines d'emprisonnement et la destruction de leurs récoltes, de leurs outils et de leurs installations! Le terrorisme alimentaire pratiqué par les multinationales comme Monsanto dans les pays qu'elles colonisent, a conduit au suicide de milliers paysans par le monde – ruinés par l'achat annuel de semences transgéniques et des pesticides, herbicides et fongicides très toxiques qui leur sont nécessairement associés.

Les bombardements incessants depuis 1991 avec des armes à l'uranium appauvri – qui ont transformé le pays en une vaste déchetterie radioactive – et l'embargo de treize ans, avaient déjà commencé de détruire l'agriculture irakienne (anéantissement du système d'irrigation, du matériel agricole et des palmiers dattiers). De 1990 (date de l'instauration des sanctions) à 2003, le volume de la production de céréales avait diminué de moitié.

Vers le contrôle total de la chaîne alimentaire de l'Iraq par les transnationales américaines

En plus de subir les exactions quotidiennes des occupants, les fermiers iraquiens, devenus des serfs, sont désormais condamnés à produire des plantes artificielles, destinées pour moitié à l'exportation mondiale (ou aux troupes d'occupation, comme les variétés de blé réservées à la fabrication de pâtes, étrangères au régime alimentaire irakien), au seul bénéfice de Monsanto et consorts. Ceci alors même que la population irakienne souffre de la faim. Les chimères issues des nécrotechnologies, représentent un très grave danger sur les plans environnemental, sanitaire, économique et éthique. Ils entraînent une pollution environnementale aussi irréversible que celle qui a été provoquée par l'uranium appauvri. Ils peuvent par ailleurs être utilisés dans le cadre de guerres biologiques ou bactériologiques silencieuses.[2]

> «Contrôlez le pétrole, et vous contrôlez des nations entières; contrôlez le système alimentaire, et vous contrôlez les populations.»
>
> *Henry Kissinger*

Les OGM constituent l'une des principales armes des instigateurs du «Nouvel ordre mondial» pour asservir l'une après l'autre les populations du monde entier. L'Iraq est devenue le nouveau laboratoire en grandeur réelle de cet instrument de domination diabolique, et les Irakiens les cobayes. •

Source: *www.votresante.org* du 5/2/08

[1] «Nous sommes en Irak pour y répandre les semences de la démocratie de façon à ce qu'elles y prospèrent et se propagent dans toute la région où règne l'autoritarisme.»(George Bush).

[2] cf. Les articles de Mae Wang Ho et Joe Cumming, de l'Institute of Science in Society (ISIS). Sources: articles de F.W. Engdahl, Stephan Lendman, Jeffrey Smith, Jeremy Smith, Michel Chossudovsky et Ghali Hassan sur *www.globalresearch.ca*

«Les médias en temps de guerre …»
suite de la page 2

tre et la connaissance via les images prendre une importance beaucoup plus grande. Des photos isolées, particulièrement dans la couverture des guerres, ont toujours représenté, presque comme des icônes, la totalité de la guerre. Cela vaut pour la photo «Instant de vérité» de *Frank Capa* sur la guerre civile espagnole, la photo d'*Edward Adamas* sur la guerre du Vietnam, qui montre le chef de la police sud-vietnamienne tuant d'un coup de feu en pleine tête un membre du Viêt-cong ou celle de *Huynh Cong Nick Ut,* qui montre une jeune Vietnamienne nue qui fuit en courant et en pleurant son village bombardé au napalm. La technique numérique est actuellement à l'origine d'un tournant iconique. Les spécialistes des recherches sur la paix feraient bien d'en tenir compte sérieusement.

2. Relations publiques

Lors de la seconde guerre du Golfe, le couple guerre/médias a pris une ampleur jusque-là inconnue. Sous la direction de *Ted Turner,* la chaîne de télévision américaine CNN a introduit des éléments tout à fait nouveaux dans la couverture de la guerre. 1. On est passé de l'habituelle brièveté des émissions d'information à une couverture 24 heures sur 24. 2. Le concept d'«eyewitness-news», avec ses diffusions permanentes en direct, a rendu plus dramatiques ces émissions grâce à leur réalisme et à leur authenticité. Les chefs des Etats belligérants *(George Bush* et *Saddam Hussein)* communiquaient l'un avec l'autre par CNN interposée, et non plus par les voies de la diplomatie secrète. 4. Des opérations militaires de la guerre du Golfe ont été lancées aux heures de plus grande écoute (les plus chères pour l'industrie de la publicité). 5. La censure des informations par le Pentagone a, par son ampleur et sa qualité, battu des records historiques. Et bien que les journalistes et les institutions médiatiques aient été conscients de cette censure, ils ne se sont pas insurgés. 6. Le postmodernisme français est allé jusqu'à identifier guerre et médias.

Comme on le sait maintenant, la première guerre du Golfe fut un phénomène nouveau dans la mesure où les agences de relations publiques ont participé à sa promotion comme jamais auparavant. Après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, le gouvernement koweïtien fonda aux USA sa propre organisation de défense des droits de l'homme «Citoyens pour un Koweït libre». Financée par le gouvernement koweïtien, elle fut prise en charge par l'agence de relations publiques britannique *Hill & Knowlton*. Lors d'une audition devant le Congrès américain sur les violations des droits de l'homme commises par l'Irak au Koweït, on fit raconter à la jeune Koweïtienne *Nayirah* que des soldats irakiens avaient retiré des bébés de leurs couveuses et les avaient laissés mourir sur le sol dans un hôpital koweïtien. Alors que cette histoire a contribué grandement à légitimer la politique de guerre américaine dans le Golfe, nous savons aujourd'hui que ce n'était rien d'autre qu'une mise en scène professionnelle et que, d'ailleurs, cette Nayirah était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis.

Depuis quelques années, on sait (cf. tableau) que ces activités d'une agence de relations publiques dans la promotion de la guerre ne sont pas un cas isolé. Lors de la guerre civile en ex-Yougoslavie, l'agence de relations publiques *Ruder Finn Global Public Affairs* a travaillé pour les gouvernements de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et le camp albanais au Kosovo.

Dans la guerre du Kosovo, les Allemands ont aussi eu recours aux relations publiques, et cela grâce aux soins de l'agence de publicité et de communication *Hunzinger* de Francfort. Celle-ci promeut notamment des politiciens, c'est-à-dire qu'elle leur obtient des interventions dans des shows télévisés, des commandes de livres, les invite à des voyages, organise avec eux des séminaires. Le patron de cette agence, *Moritz Hunzinger,* a travaillé notamment pour *Lothar de Maizière, Roland Koch* et *Sem Özdemir.* Il est titulaire de la médaille d'honneur de la Bundeswehr et a conseillé le ministre de la Défense *Rudolf Scharping* en matière d'habillement et de bonnes manières. Pendant la guerre au Kosovo, Hunzinger et Scharping se voyaient régulièrement et c'est l'agence Hunzinger qui fut chargée de la couverture photographique de la visite de Scharping aux troupes engagées au Kosovo à Noël 1999.

3. Journalisme féminin

«Le cinéma découvre un nouveau type de héros: le corps féminin en tant que machine de guerre»: tel était le titre d'un article de «die Zeit» consacré en 1998 au film «G.I. Jane» avec *Demi Moore* dans le rôle principal. Il est évident que la problématique des sexes touche également aux rapports entre la guerre et les médias. Or cet aspect n'a quasiment pas été étudié dans la perspective des «genres». Il semble que la profession de reporter de guerre attire maintenant plus fréquemment les femmes journalistes. Pensons à *Alice Schalek,* à *Martha Gellhorn* (Gellhorn 1997), au livre de *Marguerite Higgins* «Guerre en Corée» (1951), à l'actuelle reporter de guerre de la BBC *Kate Adie,* à la correspondante du Westdeutscher Rundfunk *Sonia Mikich* (Mikich, 1997) ou à la journaliste moscovite *Politkovskaïa* et à ses articles très critiques sur la guerre en Tchétchénie. Les femmes perçoivent-elles la guerre autrement que les hommes, la décrivent-elles différemment?

Les recherches sur la paix se sont toujours considérées également (insistons sur «également») comme une science appliquée, comme du conseil politique, comme une praxéologie. Aussi convient-il de formuler deux autres propositions de recherches sur la paix orientées plutôt vers la pratique.

4. Système d'alerte rapide

Ce serait une erreur de croire que dans les futurs conflits armés, il ne s'agira plus que de «guerre de l'information» (malgré l'importance que va prendre ce domaine de recherche). Un regard jeté sur l'Afrique nous montre le retour, malgré l'électronique et la numérisation, des mercenaires et des seigneurs de la guerre. Les différentes radios semeuses de haine d'Afrique centrale nous montrent que les médias sont utilisés de manière délibérée et planifiée pour encourager le génocide (cf. Kirschke, 1996; 2000). Les messages de haine ne tombent pas du ciel, ils sont présents dans les médias et préparent le terrain à la guerre. Si un réseau mondial d'organisations pacifistes surveillait systématiquement les médias, ses observations pourraient permettre la mise en place d'un système d'alerte rapide en matière de conflits armés.

5. Prévention des crises et traitement des conflits

Il est certes plus facile de créer ou de détruire des clichés de l'ennemi au moyen des médias mais certains projets réalisés dans des pays en développement ont montré que les médias peuvent œuvrer à la prévention des crises et au traitement des conflits. Mais pour être efficaces, ils nécessitent un soutien institutionnel sous forme de débat public, de pluralité, ainsi qu'un cadre juridique, c'est-à-dire un droit des médias qui garantisse le respect de l'Etat de droit et l'application de codes éthiques par les journalistes. Le point de départ et l'objectif de tout projet avant, pendant et après les conflits doit être la promotion de ces conditions institutionnelles dans l'aide au développement. Pour différentes raisons, ce sont la radio et la vidéo qui se prêtent le mieux à ce genre de projets.

Conclusion

«Une grande partie des informations que l'on reçoit pendant une guerre sont contradictoires, une plus grande partie encore sont fausses et la majorité sont relativement incertaines.»

Cette affirmation pertinente est de *Carl von Clausewitz* et il est évident qu'elle n'a rien perdu de son actualité. Chose étrange, depuis quelques années, la presse redécouvre Clausewitz. Les recherches sur la paix se porteraient probablement beaucoup mieux si une nouvelle réflexion sur les rapports entre la guerre et les médias ne s'inspirait pas d'un général prussien mais d'un philosophe de Prusse orientale. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Le texte original (en allemand) comporte une douzaine de notes que les personnes intéressées trouveront dans *Zeit-Fragen* n° 8 du 18/2/08.

Bibliographie

Albrecht, Ulrich. Strategische Ziele und Arbeitsweisen der Informationspolitik der Nato. In: *antimilitarismus-Information* 2000/8–9.

Angerer, Jo/Werth, Mathias. Es begann mit einer Lüge. In: *Frankfurter Rundschau,* 16.2.2001.

Becker, Jörg/Göhring, Wolf (Hg.). *Kommunikation statt Markt. Zu einer alternativen Theorie der Informationsgesellschaft.* St. Augustin 1999.

Becker, Jörg. Communication and Peace. In: *Journal of Peace Research,* 1982/3 S. 227–240.

Becker, Jörg. Der Beitrag der Medien zur Krisenprävention und Konfliktbearbeitung. Eine Analyse der internationalen Diskussion und Implementierungsmöglichkeiten mit Empfehlungen für die Technische Zusammenarbeit, Eschborn: *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* 2002.

Becker, Jörg. Kommunikationstechnologie und Rüstung. In: *Das Argument,* 140/1983 S. 562-570.

Beham, Mira. Der Informationskrieg um das Kosovo. In: *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden,* 2000/3, S. 218–226.

Bericht zur Lage des Fernsehens für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland Richard von Weizsäcker. Bonn 1994.

Bittermann, Klaus/Deichmann, Thomas (Hg.). *Wie Dr. Joseph Fischer lernte, die Bombe zu lieben.* Berlin 1999.

Branahl, Udo. Recht und Moral im Journalismus. In: Haller, Michael/Holzhey, Helmut (Hg.), *Medien-Ethik.* Opladen 1992.

Bücher, Karl. *Auswahl der publizistikwissenschaftlichen Schriften.* Fischer, Heinz-Dietrich/Minte, Horst (Hg.), Bochum 1981.

Bücher, Karl. Der Krieg und die Presse. In: ders.: *Gesammelte Aufsätze zur Zeitungskunde,* Tübingen 1926.

Cremer, U./Lutz, D. S. (Hg.). *Nach dem Krieg – ist vor dem Krieg. Die Sicht der anderen zum Kosovo-Krieg und ihre alternativen Lehren und Konsequenzen.* Hamburg 1999.

Eilders, Christiane/Lüter, Albrecht. Medien zum Kosovokrieg. In: *WZB-Mitteilungen,* September 2000, S. 5.

Elsässer, Jürgen. *Kriegsverbrechen. Die tödlichen Lügen der Bundesregierung und ihre Opfer im Kosovo-Konflikt.* Hamburg 2000.

Gellhorn, Martha. *Das Gesicht des Krieges. Reportagen 1937–1987.* München 1997.

Goff, Peter (Hg.). The Kosovo News and Propaganda War, Wien: *The International Press Institute* 1999.

Halimi, Serge/Vidal, Dominique. Chronik eines angekündigten Vertreibungskrieges. In: *Le Monde Diplomatique (dt. Ausgabe),* März 2000, S. 12–13.

Hall, Peter Christian (Hg.). *Krieg mit Bildern. Wie Fernsehen Wirklichkeit konstruiert.* Mainz, ZDF 2001.

Higgins, Marguerite. *Kriegsschauplatz Korea. Das Tagebuch einer Kriegsberichterstatterin.* Frankfurt 1951.

Innis, Harold A. Empire & Communications. Rev. edition, Toronto: *University of Toronto Press* 1972.

Kirschke, Linda. *Broadcasting Genocide. Censorship, Propaganda & State Sponsored Violence in Rwanda 1990–1994.* London: Article 19/1996.

Kirschke, Linda. Multiparty transitions, elite manipulation and the media: reassessing the Rwandan genocide. In: *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden,* 2000/3, S. 238–244.

Krasny, Elke/Patka, Marcus/Rappf, Christian/Rappf-Wimberger, Nadia (Hg.). *Die Fotografin und Reisejournalistin Alice Schalek.* Wien: Mandelbaum 1999.

Kunczik, Michael/Zipfel, Astrid/Biesinger, Beate. Internationale Werbe- und Public Relations-Netzwerke. WPP, Hill & Knowlton und die Wexler Group. In: Brüne, Stefan (Hg.). *Neue Medien und Öffentlichkeiten. Bd. 2,* Hamburg 2000, S. 316–364.

LAG Friedenswissenschaft NRW (Hg.). *… nach dem Krieg ist vor dem Krieg …* Kosovo-Forum, Hagen 1999.

Ludes, Peter. *Einführung in die Medienwissenschaft,* Berlin 1998.

Mikich, Sonia. Düstere Lektionen. Über die Arbeit als Kriegsberichterstatterin. In: *Jahresbericht 1996,* Köln 1997, S. 48–49.

Minkwitz, Olivier/Schöfbänker, Georg. Information Warfare: Die Rüstungskontrolle steht vor neuen Herausforderungen. In: *Österreichische Militärische Zeitschrift,* 2000/5, S. 587–594.

Peters, Hans Peter. Warner oder Angstmacher? Thema Risikokommunikation. In: *Funkkolleg. Medien und Kommunikation. Konstruktion von Wirklichkeit. Studienbrief 9,* Tübingen 1991, S. 74–108.

Prokop, Dieter. Kriegsberichterstattung, Opfer-Bilder. In: Ders.: *Der Medienkapitalismus. Das Lexikon der neuen kritischen Medienforschung.* Hamburg 2000, S. 31–57.

Rosenberger, Bernhard. *Zeitungen als Kriegstreiber? Die Rolle der Presse im Vorfeld des Ersten Weltkriegs.* Köln 1998.

Schmolke, Michael. … dass die ganze Welt zuhört. Kriegsberichterstattung zwischen Prohibition und Exhibition. In: *Medien Journal (Salzburg),* 1991/1, S. 35–42.

Sennitt, Andy. The Kosovo Conflict. In: *World Radio TV Handbook 2000,* S. 54–57.

Thomas, Timothy L.. Der zerstörte Panzer, der keiner war. Kosovo und der herrschende Mythos der Informationsüberlegenheit. In: *Frankfurter Rundschau,* 31.3.2000.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

❏ Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Les déficits démocratiques de l'Occident

USA, UE, Allemagne: la souveraineté du peuple et les droits civiques sont en danger

USA

Dans leur «lutte contre le terrorisme», les agents des USA ne connaissent pas de limites; pour eux, les traités et conventions internationaux n'ont pas cours. C'est maintenant au tour des chefs d'entreprises d'être officiellement dans la ligne de mire des Etats-Unis. Un représentant du gouvernement américain a confirmé que les Etats-Unis s'étaient réservé le droit de procéder à des enlèvements dans le monde entier. Selon *Alan Jones*, un éminent avocat britannique, au titre de Queen's Councel (avocat de la couronne), s'exprimant devant des juges londoniens, le droit américain permet le rapt d'étrangers, tant que ces derniers sont recherchés par la justice américaine. La Cour suprême des Etats-Unis a autorisé expressément l'enlèvement de personnes d'autres pays recherchées, selon Jones dans le journal *The Sunday Times*. On sait que les Etats-Unis n'y vont pas de main morte avec les «présumés terroristes», ce qui a provoqué des protestations en Europe. Des juristes ont reproché à plusieurs reprises aux Etats-Unis de contrevenir au droit tant international que national. Il semble que les enquêteurs américains envisagent dès à présent les enlèvements non seulement de prétendus terroristes, mais aussi d'hommes d'affaires. Selon un article du «Times», les autorités américaines enquêteraient sur plus d'une douzaine d'hommes d'affaires, entre autres de *British Airways* et de *BAE Systems*. En fait, des citoyens de hautes responsabilités d'autres pays de l'UE pourraient se trouver enlevés par des kidnappeurs américains officiels. Selon Jones: «Si quelqu'un est enlevé à l'étranger et amené aux Etats-Unis, les tribunaux américains ne peuvent rien là-contre. Cela ressort du temps des chasseurs de têtes vers 1860.» Toujours selon Jones, les USA auraient leur propre façon de voir les choses quant au fait d'amener des personnes recherchées devant leurs tribunaux. En 1990, des agents américains avaient enlevé au Mexique le médecin *Humberto Alvarez Machain*. On lui reprochait d'avoir participé, en 1985, à la torture et à l'assassinat d'un agent de l'office américain de lutte contre la drogue DEA. Cet enlèvement fut même critiqué aux Etats-Unis – alors qu'au Mexique ce fut un scandale, qui prit des proportions énormes lorsqu'en 1992 la Cour suprême des Etats-Unis déclara dans un jugement que cette action était légale et confirmait ainsi l'«exterritorialité» des agents américains. Les juges se sont référés à un jugement de la Cour suprême de 1886. Il y est précisé qu'«il n'y a rien dans la constitution qui oblige un tribunal de libérer quelqu'un, condamné légitimement, parce qu'il a été amené devant le tribunal contre son gré.» La décision de la Cour suprême de 1992 autorise expressément les agents secrets à se saisir à l'étranger des personnes recherchées.

Alors que les Etats-Unis se présentent volontiers comme les policiers du monde, avec des pouvoirs illimités, en Irak le drame causé par les Américains prend de l'ampleur. Il ne s'agit pas seulement de la débacle militaire, mais aussi des drames humains qui ne touchent pas que la population irakienne. Le taux de suicides des anciens soldats de l'armée américaine prend des proportions alarmantes. Selon la chaîne de télévision CBS, il y aurait eu en 2005 6256 suicides d'anciens soldats, ce qui équivaut à une moyenne de 17 suicides par jour. Aux Etats-Unis, il y a 25 millions d'anciens membres de l'armée, dont 1,6 million combattirent en Afghanistan et en Irak.

L'annonce récente du service de renseignements américain CIA, que l'Iran avait renoncé depuis plusieurs années à son programme d'armement nucléaire, a porté un coup à l'administration *Bush* et à son va-t-en guerre, *Dick Cheney*. En collaboration avec Israël, il était prévu de bombarder l'Iran et les préparatifs étaient déjà bien avancés. Le «noyau dur» qui entoure le Président espère bien arriver à ses fins et permettre au Président de pouvoir déclarer «l'état d'urgence» après un «attentat» bien orchestré. Ce qui offrirait un pouvoir dictatorial à George Bush, ce président inconscient et irresponsable, lui laissant les mains libres pour ses décisions, le parlement étant mis hors course. C'est un cauchemar pour le reste de l'humanité. La décision a déjà été prise d'ériger des camps de concentration destinés à tous les habitants américains qui s'opposeraient au gouvernement.

(photo ob)

Norman Grigg, journaliste bien connu, décrit la situation ainsi dans le magazine *New American*: Les amis de Bush demandent qu'on organise un nouvel attentat qui les sortirait de l'enfer dans lequel ils se trouvent et les sauverait de la défaite qui s'annonce dans les prochaines élections.

Les prisonniers américains coûtent aux contribuables du pays plus de 200 milliards de dollards par an. Deux millions de personnes sont incarcérées – un chiffre jusqu'alors jamais atteint. Cela équivaut à 750 détenus par 100 000 habitants. Pas un pays du monde n'atteint ce chiffre.

Union européenne

Les anciens communistes sortent de leur trou et revêtent même des postes de première importance (voir la chancelière allemande *Angela Merkel)*. De plus, selon une nouvelle de 2004, le 7 novembre de cette année, on fêtait à Bruxelles officiellement les 125 ans de la naissance de *Leo Davidowitsch Trotzky* comme un «modèle pour l'UE». Trotzky s'appelait, en réalité, *Lew David Bronstein*. Il fut fêté à Bruxelles parce qu'il s'était engagé dans l'exportation du bolchévisme au-delà des frontières de l'Union soviétique et était ainsi le moteur de la révolution permanente. C'est ce que rapporta la chaîne de télévision autrichienne ORF dans son télétexte du 7 novembre 2004. On ne peut toutefois pas y prendre connaissance que Trotzky avait quitté les Etats-Unis en mars 1917, partant de New York pour la Russie et ayant dans ses bagages, entre autres, 20 millions de dollars en or que lui avait remis son beau-père, le banquier de Wall-Street *Jakov Schiff*. Trotsky était accompagné sur le navire *S. S. Christianfjord* de 275 révolutionnaires et propagandistes bien entraînés, munis d'une grande quantité d'armes, de munitions et d'explosifs.

La Russie n'avait plus aucun moyen de s'opposer à cette agression terroriste du banquier de Wall-Street contre le tsar russe, accompagnée de l'arrivée de *Wladimir Iljitch Lenin,* cet émigré et agitateur clandestinement introduit en Russie (qui ressortait lui aussi d'une famille juive, son grand-père s'étant nommé *Alexander Blank*, né *Srul Blank*. Il se convertit pendant ses études de médecine à la confession russe-orthodoxe.) C'est ainsi que le peuple russe s'enfonça pendant des décennies sous le joug des communistes. Trotsky/Bronstein fut le fondateur et le commandant de l'armée rouge. Il fut accompagné de *Félix Edmundowitch Dzerjinski*, connu pour avoir mis en place la Tchéka, service de police secrète particulièrement violent. Ils laissèrent une trace sanglante dans le pays, des millions de Russes y ayant laissé leur vie. Ce comportement meurtrier alerta même le Géorgien *Joseph Djougachvili*, nommé *Staline*, pourtant d'une brutalité bien connue. Il engagea un combat pour le pouvoir et le gagna. Et c'est ce «moteur de la révolution» qu'on a fêté à Bruxelles. Au vu des proportions que prend le déficit démocratique de l'UE, il y a de plus en plus de personnes qui se posent la question de savoir ce que l'UE veut, en fin de compte, et où se dirige ce monstre.

Encore à propos de l'UE

Nous nous sommes largement étendus sur la mise en place de la constitution de l'UE et sur ses conséquences. Nous nous sommes aussi attardés sur la façon de flouer les citoyens de l'UE, en leur refusant toute participation à la préparation de ce traité qui prépare une dictature (la plupart des politiciens ne l'ayant pas même lu et donc pas compris – mais doivent «selon les ordres» l'approuver). Quelles sont donc les éminences grises qui décident qu'il ne doit pas y avoir de consultation populaire sur cette constitution et comment se fait-il que tous les politiciens (à quelques exceptions près), de tous les partis, marchent dans la combine? Que nos politiciens se plient à ces ordres ne nous étonne pas, tant il est vrai qu'ils veulent continuer à écrémer les traitements qu'ils s'octroient eux-mêmes. Toutefois, en jetant un regard derrière les coulisses, on en apprend de belles: selon un article du correspondant bruxellois du journal britannique *The Telegraph*, *Bruno Waterfield*, le président français, *Nicolas Sarkozy* (après avoir triplé ses émoluments présidentiels), aurait avoué, lors d'une séance à huis-clos de parlementaires de l'UE, que «les référendums sur le nouveau traité de l'UE seraient ‹dangereux› et qu'ils seraient négatifs en France, en Angleterre et dans d'autres pays. Un abîme sépare les populations de leurs gouvernements.»

Concernant le référendum du 25 mai 2005, ce même président estime que «la France, avec son vote négatif, n'était en rien en avance des autres pays.» Il ajouta: «On aurait le même résultat dans d'autres pays où un tel référendum serait accordé. Un référendum serait un danger pour l'Europe. Il n'y aurait pas de traité si les Français devaient pouvoir se prononcer et il en serait de même en Grande-Bretagne.»

Bruxelles a déclaré l'année 2008 «l'année du dialogue interculturel». Les bureaucrates de là-bas se sont mis le doigt dans l'œil. Les instituts de sondage d'opinion de l'UE ont mené une enquête dans les 27 pays membres et interrogé plus de 27 000 personnes. Résultat: plus on va vers l'Est, moins il y a de «multiculture». Le questionnaire voulait savoir le degré de variété réelle de la société. Dans les anciens Etats de l'UE, la fréquentation de personnes venant d'une autre culture est commune. A l'Est, la vie quotidienne est nettement plus «monotone». On ne veut rien savoir de ce qu'on ne connaît pas. A la question de savoir si les gens d'une autre culture représentaient un aspect positif pour la société, seuls 8% répondirent positivement en Estonie, 11% en Pologne, la moyenne de l'UE se situant à 23%. Ce refus de la multiculture ne se limite pas à l'Est. Plus de la moitié des gens de l'UE affirmèrent vouloir conserver leurs valeurs et leurs traditions. L'UE vise maintenant «la jeunesse», en ce qui concerne le multiculturalisme. En effet, les trois-quarts des moins de 25 ans estiment que le contact avec des gens d'autres cultures est positif. Toutefois, 67% d'entre eux estiment que les «traditions familiales» doivent être conservées.

Allemagne

Depuis des années on s'interroge sur l'«Acte de chancellerie» et le «Traité d'Etat secret» qui devrait être valable à côté de la Loi fondamentale. Le professeur *James Shirley* avait publié ces affirmations en 1999 dans les éditions Hearst de New York. L'ancien chef du service de contre-espionnage militaire MAD, puis plus tard commandant de la 12e division de chars, le général de division *Gerd-Helmut Komossa*, a pris position sur le sujet. Il confirme cette nouvelle colportée depuis 1999 dans son récent livre «Die deutsche Karte – das verdeckte Spiel der geheimen Dienste» (La carte allemande – le jeu caché des services secrets; ce livre peut être commandé dans notre bibliothèque). Selon lui: «Le traité d'Etat secret du 21 mai 1949 fut mis sous le couvert du «secret total» par le service de renseignement allemand (Bundesnachrichtendienst). Dans ce traité furent fixées les réserves émises par l'alliance victorieuse en ce qui concerne la souveraineté de l'Allemagne fédérale jusqu'en 2099»; qui le sait encore? Entre autre furent fixées «les réserves émises par les Alliés à propos des médias, journaux et radio/télévision, jusqu'en 2099; par ailleurs, il fut décidé que tout chancelier allemand devait, avant de prêter serment, signer, sur ordre des Alliés, l'‹Acte de chancellerie›. De plus, les réserves en or de la République fédérale restent en main propre des Alliés.» D'ailleurs: les réserves en or allemandes d'une valeur de 95 millions d'onces d'or fin sont déposées dans les caves de la *Federal Reserve Bank* (FED) à New York. Les demandes de fonctionnaires allemands de pouvoir contrôler ces réserves d'or ont toujours été refusées. La prétendue souveraineté de l'Allemagne n'est rien d'autre qu'un miroir aux alouettes. On comprend pourquoi l'Allemagne n'a toujours pas de traité de paix, cela depuis la fin de la guerre. L'armistice conclut alors autorise toujours les Alliés à occuper le pays. On comprend dès lors pourquoi les chanceliers allemands doivent se rendre aux Etats-Unis, avant de prêter serment, pour signer l' «Acte de chancellerie». On saisit aussi pourquoi une agitatrice importante et directrice de l'endoctrinement communiste en RDA, Angela Merkel, a pu devenir chancelière allemande. Il devient clair pour tout le monde, citoyens allemands ou étrangers immigrés, pourquoi Angela Merkel cherche à se faire bien voir de George W. Bush et obéit au doigt et à l'œil pour causer des dommages à l'Allemagne sur le plan international. Qu'elle apparaisse ridicule ne lui vient pas à l'esprit, à moins que cela lui soit égal.

A propos: lors de la réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de celle de l'Est fut signé

Suite page 6

«Le grand malheur de notre démocratie, c'est que ce n'en est pas une. Le peuple, souverain en surface, n'a, en fait, pas son mot à dire. Il est dépossédé de ses prérogatives particulièrement sur le plan fédéral, là où, pourtant, sont prises les décisions les plus importantes.»

H.H. von Armin

«Big brother» peut dès aujourd'hui se frotter les mains

L'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution vise l'opposition politique

Depuis le 1er janvier 2008, le «grand frère» n'est plus un fantôme, mais la pure réalité. La situation est particulièrement dramatique en Allemagne. L'agitation sur les propos du ministre de l'Intérieur *Schäuble* au sujet du «Bundes-Trojaner» (logiciel fédéral troyen) s'est à peine atténuée, que le prochain coup de marteau concernant la surveillance est déjà à la porte. A partir du 1er janvier, la soi-disant «mémorisation des réserves de données de télécommunication» est obligatoire! Pendant six mois, l'ensemble des «données de communication» des utilisateurs de téléphone et d'ordinateur seront conservées par les sociétés de télécommunication et les fournisseurs d'accès. Pour les utilisateurs de portables, on conserve même la cellule-radio où se trouve celui qui téléphone. Pour les courriers électroniques, l'heure et le destinataire seront enregistrés ainsi que la durée de navigation sur Internet…

On n'a plus besoin de raisons concrètes pour cette gigantesque mémorisation de données – au temps de la «guerre contre le terrorisme», tout ce qui aurait autrefois fait descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue est finalement possible. Les moyens transmis aux institutions étatiques afin qu'elles puissent à l'avenir accéder aux données mémorisées sont de ce fait formulés de manière obscure et garnis de «paragraphes élastiques»: par exemple pour «la poursuite de délits pénaux» ou pour garantir l'«accomplissement des tâches légales des institutions de protection de la Constitution» et d'autres services secrets…

Dès maintenant au plus tard, le citoyen allemand doit avoir la puce à l'oreille. Car les prétendues institutions de protection de la Constitution n'ont pratiquement rien à voir avec les attentats terroristes et la garantie de la sécurité intérieure – mais par contre beaucoup à voir avec le combat dissimulé contre une opposition politique non désirée! Les victimes des espionnages étatiques et de la mémorisation des données seront donc moins les terroristes potentiels que les «soupçonnés ordinaires» – par exemple des penseurs à contre-courant, des personnalités de l'opposition nationale ou les soi-disant patriotes…

Comme les grandes exigences sont toujours servies et délayées par tranches, le règlement en cours n'en est certainement qu'à son début. Les prochaines étapes seront le prolongement du délai de mémorisation de six mois et une extension des données mémorisées par exemple aux objets contenus dans les courriers électroniques et plus tard à la totalité du texte.

De toute façon, depuis le 1er janvier, la surveillance automatisée et totale de l'ensemble de la population allemande arrive à grands pas! Ainsi le risque d'abus est presque incommensurable. Car la quantité gigantesque des données – pour la seule *Telekom*, on enregistre chaque jour environ 200 millions de nouvelles séries de données – sera un but rentable pour les «Hackers» (pirates informatiques) de tout poil. Finalement, les informations mémorisées et correctement lues et interprétées révèlent les habitudes de communication, de mouvements et de consommation de chacun. «Big brother» peut dès aujourd'hui se frotter les mains…

Dans l'Allemagne «riche», un citoyen sur huit est menacé de pauvreté! Selon la nouvelle définition de l'UE, la population correspondant à la désignation «risque de tomber dans la pauvreté» représente exactement un taux de 12,7%. Selon les détails de l'Office fédéral allemand de la statistique, elle représente 15% dans les Länder de l'Est et presque 12% à l'Ouest. Selon la définition de l'UE, ce pourcentage désigne les personnes qui doivent vivre avec moins de 60% du revenu médian de l'ensemble de la population; Donc avec moins de 60% du revenu qui divise la population en deux moitiés. Une moitié gagne plus et l'autre (beaucoup) moins…

(photo caro)

Le revenu moyen du groupe de personnes menacées de tomber dans la pauvreté était en Allemagne de 20% au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire de 9370 euros par an. Ces 20% sont la différence de revenus qui manque pour surmonter le seuil de pauvreté. Le cinquième de la population possédant le revenu le plus élevé dispose d'un revenu quatre fois supérieur au cinquième de la population doté du revenu le plus bas. En outre, dans les Länder de l'Ouest, la menace de tomber dans la pauvreté pour les personnes âgées de plus de 65 ans était avec un taux de 14% fortement au-dessus de la moyenne tandis que le taux de risque se situait en Allemagne de l'Est à seulement 9%. D'après l'enquête, la meilleure protection contre la pauvreté est un emploi, car seulement 5,5% des personnes actives sont concernés ou menacés par la pauvreté… •

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* du 7/2/2008
(Traduction *Horizons et débats)*

«Les déficits démocratiques …»
suite de la page 5

un accord complémentaire secret au Traité de Moscou «4 plus 2». Ceci n'est connu que d'un petit nombre de gens et ne peut être publié. Il semble que ce soit actuellement un des secrets d'Etat allemands les mieux gardés. En voici quelques détails: les services de l'alliance (Angleterre, France, Etats-Unis et URSS – aujourd'hui la Russie) restés en Allemagne, civils ou militaires, tels que casernes, aérodromes, stations de communications et autres immeubles, relèvent toujours de leurs territoires ce qui a pour conséquences qu'aucun enquêteur, procureur, juge n'a de droit dans ces territoires. Les Alliés gardent le droit d'ériger en tout temps d'autres territoires en Allemagne pour un certain temps, sans qu'il y ait besoin de l'accord des autorités allemandes, dans la mesure où ils l'estiment nécessaire pour la protection de leurs intérêts. Dans l'article 2 de l'additif ont été précisés les domaines de réserves des Alliés: tous les médias électroniques, les médias imprimés, les films, la culture, de même que l'éducation et la formation. Les droits s'étendent à la surveillance, au contrôle et à la direction.

On peut deviner pourquoi de ce fait le 14 septembre 1996 le service de renseignements allemand a envoyé une lettre, considérée comme «très secrète», à un ministre:

«Confidentiel
– seulement à usage interne.

Service de renseignements, contrôle-département II/OP
– SEULEMENT POUR LE MINISTRE
– confidentialité absolue

Affaire: Traité d'Etat secret du 21/05/1949

Ici: perte de la copie N° 4

Monsieur le ministre,

La copie N° 4 du Traité d'Etat secret entre les Alliés et le gouvernement provisoire de l'Allemagne de l'Ouest du 21/05/1949 est définitivement perdue.

Ce traité d'Etat secret contient entre autre le pouvoir sur les médias de la part des Alliés, soit de la presse écrite et sur les ondes, ceci jusqu'en 2099, ce qu'on appelle l'‹Acte de chancellerie›, c'est-à-dire le texte que tout chancelier allemand doit signer avant de prêter serment, ceci sur ordre des Alliés; il en va de même pour la saisie-gagerie des réserves en or de la République fédérale d'Allemagne par les Alliés.

Pour le cas où la copie N° 4 du Traité d'Etat secret devait tomber en mains inadéquates, je recommande fermement de nier l'authenticité du document.

Avec mes salutations distinguées, Dr R… (nom inconnu), ministre d'Etat.»

Voilà sur quelle base repose la République fédérale d'Allemagne. On ne peut donc reprocher à personne de ne pas être au courant des réalités politiques. Les populations furent rarement pareillement mises hors course par l'Etat. On comprend mieux maintenant l'aveu du ministre des Affaires étrangères de l'époque, *Joschka Fischer*, en 1999, en réponse à une question, avant son discours, pourquoi il avait l'air si abattu: «Demain, je devrai tenir un grand discours au parlement sur la politique extérieure, mais Madame *Albright* ne m'a pas encore envoyé le manuscrit du discours.» Un autre aveu du même ministre laisse rêveur: «Si les majorités changent, il y aura une autre coalition. Mais la politique restera la même. Il y a trop en jeu. Toutes les personnes concernées le savent.»

Amérique latine

Le 9 décembre 2007, sept nations d'Amérique latine ont fondé, à Buenos Aires, la *Banque du Sud*, comme alternative au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Cette banque devra, à l'avenir, représenter les intérêts souverains de ses membres. Elle a reçu pour mandat de financer l'intégration économique et le développement social de tous les pays de l'Union des nations sudaméricaines (UNASUR). La cérémonie de fondation, à laquelle participèrent les présidents de Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay et du Venézuela, ainsi qu'un membre du cabinet ministériel de l'Uruguay, fut présidée par le président, en fin de mandat, argentin *Nestor Kirchner*. Le président de l'Uruguay, *Tabaré Vasquez*, se présenta le lendemain à Buenos Aires pour signer le document. Toutes ces personnes assistèrent le 10 décembre à l'investiture de la nouvelle présidente de l'Argentine, *Christina Fernandez de Kirchner*. Les ministres des Finances des Etats-membres eurent 60 jours pour mettre au point les questions en suspens et les modalités de mise en place. Il va de soi que la création de cette *Banque du Sud* n'a pas déclenché d'enthousiame chez les banquiers internationaux.

Le «changement de climat»

CO_2 – une façon de répandre la panique afin de ponctionner une fois de plus les contribuables. Les affirmations gratuites que les glaciers des pôles pourraient fondre et provoquer ainsi une élévation du niveau de la mer, inondant de grandes surfaces de terre, sont démenties par les dernières données de mesures. Le 11 septembre 2007, les scientifiques annonçaient la plus forte fonte de glace dans l'océan polaire au nord depuis 1979, année où les satellites se mirent à enregistrer les données – mais ce ne fut pas la plus forte. Les prises de vue du satellite venaient du système «Advanced Microwave Radiometer» pour l'observation de la terre à bord du satellite Aqua (source: Internationale Arctic Research Center et Japan Aerospace Exploration Agency). Le 4 décembre la prise de vue du satellite montrait que la fonte de glace en arctique avait été remplacée dans un temps record par une nouvelle glaciation. Du coup, les scientifiques se mirent à envisager une fermeture complète de la couverture de glace de l'arctique dès le début de l'année. Les médias ne parlent pas de ce phénomène de resserrement rapide de la couche de glace; on n'en trouve un écho que sporadiquement sur le site internet du *National Show and Ice Data Center*. L'office américain d'étude des océans et de l'atmosphère (National Oceanic and Atmospheric Administration, NOAA) informa qu'on n'avait pas l'intention de rendre compte des dernières informations de la statistique de fonte des glaciers (y compris les déclarations à la presse) comprenant les données de nouvelle glaciation. En effet, l'influence sur la température de l'arctique vient de la radiation du soleil et non pas du CO_2. Selon les observations scientifiques, il est établi qu'il y a une corrélation entre la température et l'activité solaire, mais pas avec le CO_2, ce qui montre que le dioxide de carbone n'a qu'une influence marginale sur le climat de l'arctique. Ces résultats avaient déjà été fournis le 27 août 2005 dans la revue *Geophysical Research Letters* par l'astrophysicien de Harvard *Willie Soon* et depuis confirmés. Depuis lors, un nombre grandissant de chercheurs mettent en doute les modèles de climats, et les prévisions qui se basent sur ce qu'on appelle le «tueur du climat», soit le CO_2 qui provoquerait la fonte des glaces polaires, ce qui est d'ailleurs démenti par les mesures effectuées dans les années trente. A cette époque les températures dans l'arctique se trouvaient de 2° à 5° plus élevées qu'aujourd'hui. Les températures réellement mesurées dans les années trente étaient même plus élevées que celles prévues pour les cent prochaines années par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), connue sous le nom de Conseil mondial du climat. De plus: une taxe sur le CO_2 ne réduit pas ce dernier, mais augmente les entrées fiscales des gouvernements sur le dos des contribuables. •

Source: *Inter Info.* Internationaler Hintergrundinformationsdienst für Politik, Wirtschaft und Wehrwesen. Nº 349, janvier 2008

Editeur, responsable pour le contenu et adresse: *Ernst Steinwender*, A-4614 Marchtrenk, Linzer Strasse 110

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Pain du partage – pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœu pieux

Action nationale de Pain pour le prochain/Action de Carême et de l'Association suisse des patrons boulangers-pâtissiers

«Pain pour le prochain» et «Action de Carême» ont lancé en collaboration avec l'«Association suisse des patrons boulangers-pâtissiers» l'action nationale «Pain du partage». Ce pain est créé spécialement pour cette action et sera vendu dans de nombreuses boulangeries de Suisse pendant la campagne, du 6 février au 23 mars 2008. Pour chaque vendu, les boulangeries reverseront 1 franc aux deux œuvres caritatives.

«Un enfant qui meurt de faim est un enfant que l'on assassine.» Ces propos de *Jean Ziegler,* Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, nous mettent brutalement face aux inégalités: tout le monde n'a pas accès à la nourriture.

Pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœu pieux, il faut des gens qui s'engagent de diverses manières: dans les champs de millet au Burkina Faso ou au Mali, mais aussi sur le champs des décisions politiques dans les pays du Nord et du Sud. Il faut des réformes agraires, des méthodes de culture durable, des échanges commerciaux équitables. Pour soutenir ces activités, «Pain pour le prochain» et «Action de Carême» ont lancé en collaboration avec l'*Association suisse des patrons boulangers-pâtissiers* l'action nationale «Pain du partage». Avec un franc du produit de la vente de chaque pain ces œuvres caritatives soutiennent des personnes in Asie, en Amérique latine et en Afrique dans leur mission contre la faim.

Vous obtenez le «Pain du partage» pendant toute la durée de l'action, du 6 février au 23 mars, dans un grand nombre de boulangerie de Suisse.* Les ingrédients proviennent de la production régionale.

Pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœu pieux

Manger et boire font partie des besoins fondamentaux de tous les hommes. La faim et la soif mènent à un désespoir grandissant. 850 millions de personnes vivent aujourd'hui dans une situation effroyable, dans laquelle ils n'ont pas même le plus indispensable pour lutter contre la faim: une croûte de pain, un morceau de poisson, quelques racines ou une poignée de céréales. Des millions de personnes sont dans cette situation bien que la terre produise assez pour nourrir toute l'humanité. hommes, femmes et enfants sont touchés différemment par la pauvreté, les deux derniers groupes ont la vie encore plus difficile.

C'est là que plusieurs campagnes soutenues par «Pain pour le prochain» et «Action de Carême» s'engagent concrètement – pour la promotion de bancs de semences, de mesures contre l'endettement ou le soutien lors de l'achat d'un lopin de terre.

Aidez-nous à promouvoir cette action: Votre engagement permettra de soutenir les personnes qui luttent contre la faim dans le monde – pour que le droit à l'alimentation ne reste pas un vœu pieux. •

Source: Pain pour le prochain/Action de Carême

* Vous trouverez la liste des points de vente sur le site *www.campagneoecumenique.ch* et sur *www.swissbaker.ch*

Pain du partage: Comment pouvez-vous soutenir cette action?

1. Demandez à votre boulangerie de quartier si elle prend part à cette action.
2. Si la réponse est oui – tant mieux. Vous pouvez alors proposer votre aide et discuter avec la boulangerie pour voir où et comment faire de la publicité pour ce pain. (voir point 4)
3. Si ce n'est pas encore le cas: encouragez le boulanger à participer et à s'inscrire. Vous trouverez sur le site *www.campagneoecumenique.ch* le matériel qui a été envoyé aux boulangeries. Imprimez-le et remettez-le encore une fois à votre boulanger.
4. Réfléchissez à la manière dont vous pourriez intégrer le pain du partage dans vos activités: pour la soupe de carême, pour l'après-midi des aînés, dans les groupes de jeunes, dans une célébration religieuse ou une leçon de catéchisme, pour l'offrir à une amie ou l'apporter pour une prochaine séance, pour accompagner le repas de midi ou le partager après le cours de théâtre. Une société de gymnastique est peut-être prête à en commander pour une soirée; un restaurant du lieu peut se laisser convaincre de proposer le pain du partage pour accompagner une soupe ou une salade une à deux fois par semaine.
5. Parlez de ces idées à votre boulanger: votre engagement et votre soutien actif parviendront certainement à le persuader.
6. Faites de la publicité pour cette action. Vous trouverez un projet de texte pour les médias sur le site www.campagneoecumenique.ch. Essayez d'intéresser un journal local et faites le lien avec votre boulangerie du quartier. Et n'oubliez pas de mentionner cette action dans vos propres publications.

Swissaid

«Nous nourrissons le monde»

La survie de la petite paysannerie est une condition nécessaire à la sécurité alimentaire sur la planète. Dans les pays en développement, environ 300 millions de familles de petits paysans fournissent 80 à 85% des produits agricoles. Le développement des marchés agricoles et d'insatisfaisantes politiques agraires encourageant la production intensive destinée à l'exportation, menacent l'existence des petites exploitations paysannes dans le monde.

Ces quinze dernières années, en Argentine, 150 000 familles paysannes ont abandonné leurs terres. Ces petits producteurs n'ont pas résisté au boom du soja génétiquement modifié. En Inde, de nombreux cultivateurs de coton se retrouvent au bord du gouffre. Sans espoir, surendettés à la suite de mauvaises récoltes et en raison de coûts de production trop élevés, nombre d'entre eux ne trouvent d'issue que dans le suicide. En Suisse, on a observé un recul massif du nombre de petites et moyennes exploitations: ces huit dernières années, elles sont 15 700 à avoir dû mettre la clé sous le paillasson, ce qui représente 31,4% d'entre elles. Et l'avenir paraît bien sombre si l'on en croit la nouvelle politique agricole de la Suisse (PA 2011).

En automne dernier, à l'occasion d'une rencontre entre des agriculteurs en provenance de Tanzanie, d'Equateur, d'Inde et de Suisse, *Swissaid* et les organisations paysannes suisses ont rédigé une déclaration commune soulignant que la libéralisation et l'industrialisation ne permettront pas de relever les défis futurs de l'agriculture. Les participants ont été unanimes à souligner que l'agriculture paysanne, qui ne s'appuie pas sur la production de masse industrielle, demeure vitale, et ce au Nord comme au Sud. Afin de survivre, les paysans ont besoin d'accéder aux marchés. Et, pour les denrées vendues au niveau international comme le café, les bananes ou le chocolat, il faut instaurer un commerce équitable. •

La culture bio, gage de survie

Alors que, en Suisse et en Europe, les produits biologiques se vendent à prix d'or, dans les pays en développement, l'agriculture bio ne représente pas un luxe. Au contraire, cette méthode de production est moins coûteuse qu'une agriculture qui repose sur l'utilisation d'engrais chimiques, de produits phytosanitaires ou l'emploi de machines. Les communautés de petits paysans ne disposent que de très peu de crédits et doivent travailler avec le capital qu'ils ont: les variétés locales, le savoir traditionnel et la main-d'oeuvre du lieu. Ce type d'exploitation, écologique, ne fournit pas seulement des produits alimentaires sains, mais préserve l'environnement et maintient la diversité biologique.

La preuve? Au Brésil, une exploitation industrielle de soja de 10 000 hectares emploie quatre à cinq personnes. Alors qu'une ferme biologique de 100 hectares fait travailler 70 personnes.

Un groupe de chercheurs de Grande-Bretagne a étudié, durant quatre ans, 258 projets dans 57 pays. Leurs conclusions sont éloquentes: ce ne sont pas les méthodes d'agriculture hautement technologiques qui aident les paysans du monde entier, mais les exploitations écologiques. Grâce à la rotation de différentes plantes sur un même champ et une utilisation limitée de pesticides, la production augmente de 79% environ, car la qualité du sol est ainsi améliorée.

Et c'est là que se situe, à l'avenir, le plus grand défi de l'agriculture. Chaque année, 10 milliards d'hectares de terres arables sont abandonnées en raison de l'érosion des sols. Les chercheurs britanniques ont également observé que les cultures biologiques consomment moins d'eau et préservent la biodiversité locale.

Dans tous les pays où elle est présente, *Swissaid* soutient les organisations paysannes qui mettent en pratique l'agriculture biologique. Les résultats sont très prometteurs: même dans les champs les plus petits, les familles de paysans peuvent cultiver et récolter des légumes et des fruits sains pour leur propre consommation, et revendre le surplus sur les marchés locaux, leur procurant ainsi un revenu plus que bienvenu. Et des terres autrefois incultes sont même redevenues fertiles. •

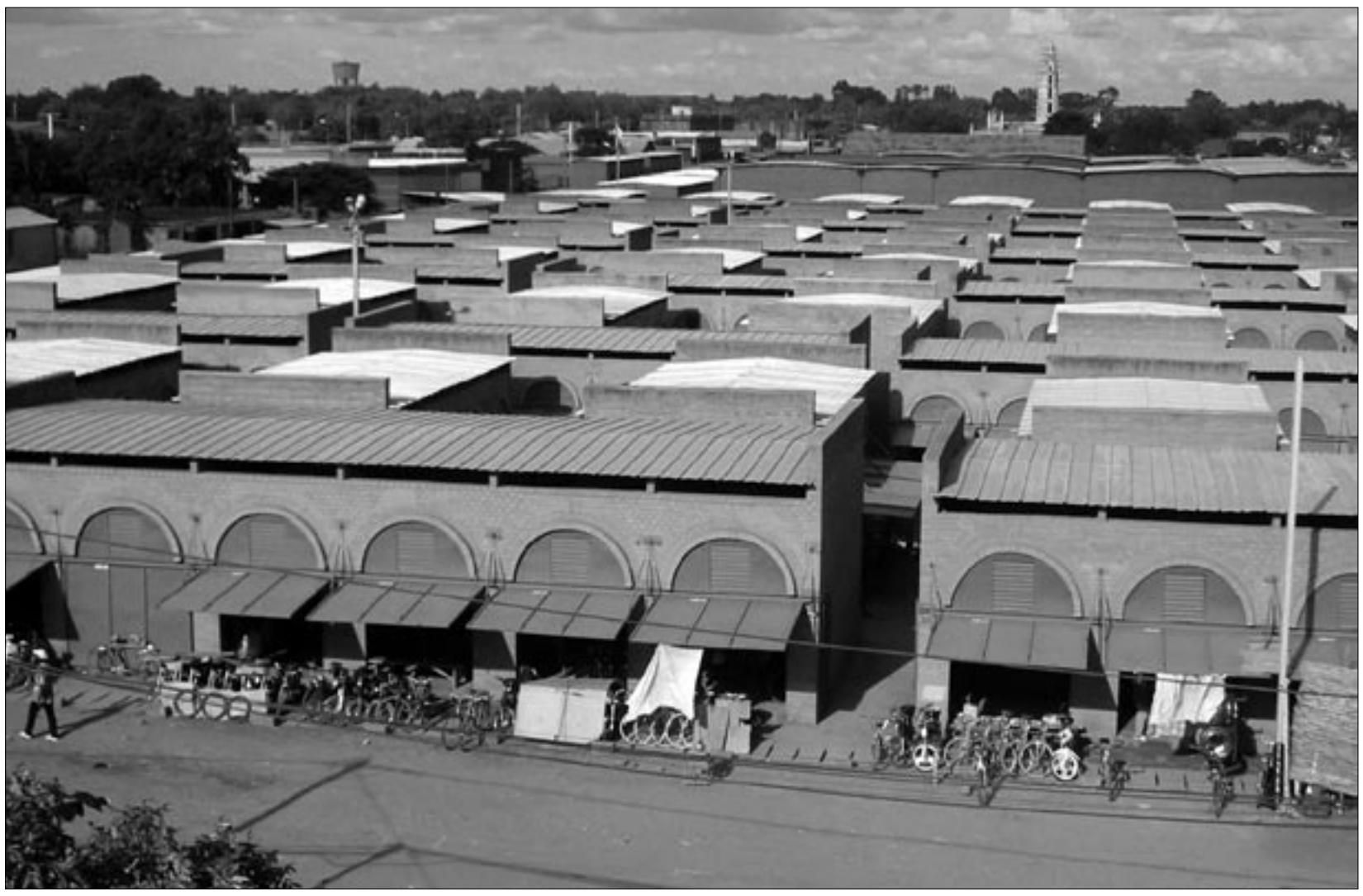
Source: *www.swissaid.ch*

Paysans équatoriens (photo Daniel Amman)

Une aide au développement véritable – par et avec les habitants locaux

Burkina Faso: un prix prestigieux pour un projet architectural de la DDC

La Fondation Aga Khan récompense une réalisation soutenue par le Département du développement et de la coopération (DDC), le marché de Koudougou. Ecologie, utilisation de ressources et de matériaux locaux, valorisation du savoir-faire traditionnel sont à la base de ce projet qui a permis d'ériger quelque 1200 boutiques.



Le marché de Koudougou abritant près de 1200 boutiques. (photo Aga Khan Foundation)

Un imposant projet de reconstruction soutenu par la DDC, celui du marché central de Koudougou, au Burkina Faso, vient d'être récompensé par le prestigieux *Prix Aga Khan d'architecture*. Ce prix, partagé entre neuf lauréats sélectionnés parmi plus de 300 candidatures, a été remis le 4 septembre 2007 à Kuala Lumpur, en Malaisie. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreuses personnalités, notamment de l'Aga Khan et du Premier ministre de Malaisie, *Dato' Seri Abdullah bin Ahmad Badawi*.

Le projet du marché de Koudougou fait partie du Programme de développement des villes moyennes (PDVM), un programme de l'Etat burkinabé qui vise à faire de ces villes des pôles de développement régionaux. Depuis 1992, il est largement soutenu par la DDC. Le projet de Koudougou a démarré en 1999 et s'est achevé en 2005. Sur mandat de la DDC et des autorités de la ville – la troisième du Burkina Faso avec ses quelque 90 000 habitants – il a été conduit par l'architecte genevois *Laurent Séchaud,* en collaboration avec *Pierre Jéquier* et des ingénieurs locaux. Il a permis d'ériger cent vingt-cinq bâtiments qui abritent maintenant près de 1200 boutiques et un couvert de 3000 m² sous lequel sont installés quelque 600 étals.

Une démarche participative

Elément capital qui a retenu l'attention des membres du jury du Prix Aga Khan, le marché central de Koudougou a été conçu de manière participative. Les futurs bénéficiaires du marché, les commerçants, ont été impliqués dès le début dans sa conception, aux côtés des autorités religieuses, traditionnelles, des structures décentralisées de l'Etat et des représentants de la commune. Initialement, un site plus vaste avait été réservé pour son nouvel emplacement; mais cette délocalisation n'était pas souhaitée par les commerçants, qui ont préféré rester sur le site actuel, plus petit mais plus central. Leurs souhaits ont été respectés.

L'ensemble du projet a été réalisé quasi exclusivement avec des matériaux locaux, des briques de terre comprimée. La construction a été confiée à des entreprises ou des tâcherons de la ville, afin que l'investissement bénéficie au maximum au niveau local. Cette réalisation a été l'occasion de promouvoir le développement local au sens large, dans le respect de l'environnement, dans un esprit d'économie de moyens et de création d'emplois: près d'une centaine de PME de Koudougou ont été mises à contribution et 2500 emplois temporaires ont été créés.

Des avantages multiples

Le nouveau marché est un atout pour la ville de Koudougou qui, jusqu'alors, ne disposait pas d'un marché traduisant le poids économique de la ville. A cet égard, ce projet revêt un intérêt urbanistique évident. Un deuxième intérêt est d'ordre technique: il a contribué à former des compétences locales pour la maçonnerie. Un troisième intérêt est économique: l'essentiel des investissements est resté dans la ville et a eu des retombées positives sur l'économie locale. Enfin, les études qui ont conduit à la fixation des tarifs assurent la rentabilité du projet tout en étant adaptés au pouvoir financier des commerçants.

Inauguré en été 2005, le marché de Koudougou bénéficie encore d'un soutien technique et financier ponctuel de la DDC. A fin 2008, il sera remis entièrement en mains des autorités et des partenaires burkinabés.

Le Burkina Faso est un pays prioritaire de la DDC depuis 1976. •

Source: *Département du développement et de la coopération* (DDC) du 7/9/07

Bonjour Berlin!

Cette année, la Suisse se présente à titre de pays partenaire officiel pour la Semaine verte internationale de Berlin.

bb. Depuis 84 ans se tient toujours fin janvier à Berlin le plus important salon du secteur de l'agriculture et de l'alimentation. 1600 exposants venant de 56 pays y participent; les consommateurs et les producteurs sont interpellés à égalité. Et environ 400 000 Berlinois font ce pèlerinage annuel dans leur parc des expositions.

Avec le dicton «Suisse.Naturellement», la Suisse et ses 26 cantons font leur promotion. Cela correspond à authenticité, qualité et nature, fiabilité et soin.

Il n'est pas difficile pour la Suisse d'apporter des preuves. M. *Bühlmann,* responsable du projet du stand d'exposition et collaborateur de la *Fédération des producteurs suisses de lait* (PSL), se réjouit: «Nous n'avons pas de besoin d'explication. Les Berlinois savent ce qu'ils ont avec nous. On nous fait confiance: proposer de la qualité et la maintenir». Au fil des 10 ans de participation, une véritable clientèle d'habitués s'est forgée. Il y a même des contacts en dehors de l'exposition. Et les stands sont assiégés.

Le stand de la Suisse contient, comme beaucoup de stands des 56 autres nations exposantes, un restaurant qui a déjà deux fois été médaillé par le comité directeur de l'exposition et considéré comme le meilleur de sa catégorie pendant la semaine verte. La Suisse voyage avec un équipement complet de cuisine d'hôtel; la présentation et l'éventaire sont exemplaires.

«Il est inhabituel que la Suisse en tant que non-membre de l'UE soit cette année en position de pays partenaire. «Partenaire» veut dire avoir les mêmes droits. La pression pour se rapprocher de l'UE est déjà décelable. Une nécessité de concordance des standards de qualité dans le sens d'un nivellement par le bas n'est par contre pas à craindre. Au contraire, être accepté en tant que partenaire me semble signifier que l'on reconnaît notre qualité comme exemplaire et que – sous la pression claire des consommateurs – l'on souhaite s'en rapprocher», dit M. Bühlmann. Nous avons aussi proposé une exposition animale. Mais le comité directeur de l'exposition n'a pas montré d'intérêt – probablement parce que l'élevage suisse extrêmement adapté aux animaux, aurait souligné les déficits chez les autres.

De plus, la sensibilité des consommateurs est sollicitée. Elle va déterminer à long terme ce qui viendra sur le marché. Aujourd'hui déjà c'est le cas pour la viande. La Suisse n'a eu aucun cas d'ESB en 2007. Le soin apporté aux mesures alimentaires, tout comme l'utilisation de produits restés naturels, a empêché toute récidive.

Dans l'ensemble c'est une présentation de grand style, une impression d'ensemble soignée, des drapeaux rouges et blancs, différents stands de vente de produits comme du fromage, du vin, du chocolat, des produits d'exportation haut de gamme des Confédérés et une représentation utile des différents cantons et de leurs produits agricoles, ce qui aide à l'acheteur allemand à en situer la provenance. Bref, tout cela transmet une impression globalement agréable et convaincante du pays partenaire qu'est la Suisse.

Nous autres Berlinois nous souhaitons aussi à l'avenir pouvoir profiter pleinement de l'excellente qualité suisse. •

Informer les jeunes sur la drogue

En tant que grand-mère de plusieurs petits-enfants, la question de permettre la consommation de drogue (cannabis etc.) ne se pose même pas pour moi. Les parents et/ou les éducateurs sont les responsables et c'est leur devoir d'informer les enfants des dangers qui les menacent. Nous ne laissons pas non plus un enfant se jeter au lac, sachant qu'il ne sait pas nager.

C'est notre devoir de les informer soigneusement. Toute personne qui se tient un peu au courant des choses, soit par les journaux, soit par la télévision, sait aujourd'hui que «même» le haschisch est une drogue-palier qui prépare les jeunes à consommer aussi d'autres substances pour se défoncer, se «détendre» et oublier ce qui les tracasse et/ou pour tenter d'éloigner les problèmes auxquels ils sont confrontés suite à des faiblesses humaines, des difficultés relationnelles ou autres problèmes. L'enfant a besoin de responsables qui l'éduquent et lui enseignent ce qui est bon à faire et ce qui ne l'est pas et pourquoi il faut se tenir à certaines règles et limites.

Lorsqu'un adolescent se fait prendre dans le milieu de la drogue ou qu'il fume juste un peu de cannabis avec ses copains et qu'il plonge par la suite dans un abîme, il a raison de rendre ses parents et éducateurs responsables s'ils n'ont pas sérieusement tenté de l'informer des dangers et de l'empêcher de partir à la dérive. Nous sommes manoeuvrés par des barons de la drogue et autres profiteurs irresponsables, mais en tant qu'adultes nous devrions connaître ces faits et en informer nos enfants.

Nos jeunes qui grandissent dans un monde plus ou moins intact devraient plus tard pouvoir aider d'autres jeunes qui n'ont pas eu la même chance qu'eux de recevoir une formation et d'apprendre à vivre une vie en commun saine. En règle générale, parents et éducateurs savent que les enfants ont besoin d'aide et de soutien comme un petit arbre dans le jardin a besoin d'un tuteur pour pousser droit vers le ciel.

Claire Kissling, Mont Pélerin